

CENTRE D'ANALYSES STRATÉGIQUES, DE PROSPECTIVE ET DE DÉVELOPPEMENT

Téléphone :+229 6117111

02 BP 2154 Cotonou, BENIN

canalysespd@gmail.com

ANALYSE GÉO-POLITIQUE ET GÉO-STRATÉGIQUE DE L'ALLIANCE DES ÉTATS DU SAHEL

I- INTRODUCTION

La sous-région ouest africaine est confrontée depuis l'apparition et la persistance des premiers groupes djihadistes à une exaspération de la frustration des peuples à continuer de vivre sous domination notamment française. Tant la souffrance et la misère des peuples sont palpables... Depuis les années 2020, la pression des peuples sur leurs dirigeants et l'incompréhension de l'inefficacité des mesures apportées par la France en soutien à ces pays contre les groupes djihadistes poussent davantage les peuples à s'émanciper vers d'autres horizons pour le salut des pays et la survie de leurs forces de défense et de sécurité.

Rien d'étonnant que les peuples, dans l'inconnaissable totale de la détérioration de la situation sécuritaire malgré la présence des forces françaises et autres pour leur donner l'espoir que le lendemain serait la fin de leur calvaire et qu'ils pourront reprendre une vie normale, s'en remettent sans coup férir à une autre puissance pouvant les aider en leur apportant des concours logistiques, technologiques et humaines.

Le groupe Wagner, a pris le relais de la défense et la sécurité dans ces deux pays que sont le Mali et le Burkina Faso. En un temps record, les

assaillants ont été repoussés et ou neutralisés. Certaines zones de ces pays ont été reprises pour le bonheur des populations malgré quelques rares résistances des djihadistes qui continuent de frapper sporadiquement.

Quant au Niger, les appuis subséquents du Burkina et du Mali au lendemain du coup d'État du 26 juillet 2023 et surtout après les sanctions infligées par la CEDEAO ont propulsé au-devant de la scène internationale la maîtrise de ce pays face à la montée des djihadistes.

C'est dans ce contexte de succès post français que la CEDEAO active des sanctions économiques drastiques contre les militaires au pouvoir en troisième action après les sanctions à l'encontre des peuples maliens et burkinabè, à l'opposé de tous les principes unificateurs des peuples depuis les temps immémoriaux.

Historiquement, les peuples de l'Afrique de l'Ouest étaient des empires. Celui du Ghana VII ème- XI ème siècle, le Mali XIII ème - XVI ème siècle, empire Songhaï XIV ème-XVème siècle, se sont succédé jusqu'à à leur apogée laissant aux différents royaumes la gestion des affaires coutumières et territoriales.

De la Mauritanie au Nigéria ou de la Gambie au Mali, les peuples de la CEDEAO ont tous un destin commun. L'empire du Mali ayant plus régenté toute la côte ouest et l'empire Songhaï toute la partie du nord avant l'arrivée des arabes, ont, à eux deux consolidé les relations entre les peuples du Sud et ceux du Nord. Anthropologiquement, les peuples du Sud dans leurs cultures sont très expressifs, souvent très rusés croyant être civilisés parce que très proches de la mer (la porte d'entrée de la civilisation) tandis que ceux du nord sont très humbles, affables avec des valeurs humaines et spirituelles exprimées sur toutes les formes.

Les deux peuples ont des habitudes différentes. Les populations du nord du Togo et du nord du Libéria en passant par les autres pays sont semblables et identiques du point de vue culturel et cultuel ; il en est

de même pour les populations du Sud de chacun des pays de la Sierra Leone au Nigéria.

Ainsi, la CEDEAO, en fédérant ces pays, était donc convaincue que les peuples ayant des traits identiques sauront régler les conflits et commercer entre eux.

Le vivre ensemble entre les peuples ne date pas d'aujourd'hui. Étant donné que les frontières n'existaient pas au cours de la domination des empires, la libre circulation des personnes et des biens ne souffrait d'aucune insuffisance. Malheureusement, il a été progressivement remis en cause du fait des intérêts égoïstes de certaines puissances impérialistes qui tirent leur bonheur dans la division des pays et des peuples avec la complicité et le soutien de leurs valets ne reculant devant aucune interdiction traditionnelle, aucun totem pour soumettre leur peuple.

II- L'affaissement moral, stratégique et géopolitique des pays côtiers de la CEDEAO

Tout se passe comme si les Africains n'ont plus de réflexions poussées afin de faire de leurs opinions une valeur sûre et inattaquable.

Ramener le SAHEL virtuellement à son seul poids économique de 10% du PIB de la CEDEAO est une méconnaissance des valeurs africaines que les peuples véhiculent en eux. Cette évaluation de l'Occident est erronée et ne prend pas en considération les ressources intrinsèques de ces pays du SAHEL.

Selon les valeurs africaines, les peuples sont entre eux comme des frères vivant la fraternité sans frontière. Il n'y a donc pas de frontières entre les peuples avant le découpage de la Conférence de Berlin. C'est donc dans cet esprit que les militaires et civils au pouvoir ont signé le 28 mai 1975 le Traité de Lagos créant ainsi la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dont 15 pays

sont signataires. Ainsi, il a pour objectif principal la promotion de la coopération et l'intégration dans la perspective d'une union économique de l'Afrique de l'Ouest en vue d'élever le niveau de vie de ses peuples, de maintenir et d'accroître la stabilité économique, de renforcer les relations entre les États membres et de contribuer au développement des peuples.

Elle a donc pour mission de promouvoir l'intégration économique dans tous les domaines de l'activité économique, notamment l'industrie, les transports, les télécommunications, l'énergie, l'agriculture, les ressources naturelles, le commerce, les questions monétaires et financières, les questions sociales et culturelles.

Ces objectifs et missions ne sont donc que l'expression du vivre ensemble africain portée par la CEDEAO et voulue par les Généraux Chefs d'États Yakubu GOWON du Nigeria et de Éyadéma GNASSINGE du Togo en avril 1972 lors d'une visite du Président togolais au Nigéria.

Depuis quelques années, les peuples assistent impuissants à la mise à mal de ces objectifs du vivre ensemble.

Or, dans le but de fédérer les forces vives pour un développement harmonieux des Nations, la CEDEAO devrait à l'instar de l'Union européenne se battre pour instaurer un climat de confiance et prouver aux peuples qu'elle existe pour eux et non pour suivre les consignes et conseils de ceux-là pour lesquels le combat d'émancipation et de liberté a été livré sur fond de pertes en vie humaine depuis l'occupation des colons dès les débuts du XVIII^{ème} siècle jusqu'au simulacre de libération opérée sous le régime le plus humiliant d'indépendance. Les peuples sont bien conscients de l'existence de cette domination occidentale, qui au demeurant affecte considérablement le vivre ensemble africain, la solidarité entre les peuples au profit d'une hégémonie multidimensionnelle impactant durablement la sociologie des peuples et avilissant leurs cultures. Ainsi, ils perdent toute confiance en leurs dirigeants et vouent aux

gémonies toute action de développement de leur part, parce que très suspicieux d'une main étrangère, puisqu'ils n'ont jamais démontré qu'ils disposent de leur libre arbitre.

Ces suspicions et craintes poussent ainsi les peuples de l'Afrique de l'Ouest à se rebeller contre leurs dirigeants pour la plupart mal élus selon eux avec le soutien des occidentaux afin de servir les intérêts de ces derniers. Ils ne voient alors que leurs mandats à la tête des États. Les rôles de protection, de développement qui sont les leurs sont ainsi échangés contre des rôles de pouvoir absolu, de droit de vie et de mort sur leurs mandants, d'asservissement des peuples à des fins souvent personnelles et grégaires. La morale devant les guider à mieux servir les peuples est ainsi marginalisée créant un grand fossé entre la vie politique que les dirigeants mènent et la vie communautaire voulue par les peuples.

Ainsi, l'affaissement moral et stratégique une fois exacerbé, pousse les Nations à la volonté militaire qui ne trouve sa source que dans l'insatisfaction collective avec un fort soutien des populations qui voient en ces justiciers du moment des libérateurs.

Ainsi, tous les renversements des régimes dits démocratiques en étroit lien avec les bourreaux par les militaires ont su avoir l'encouragement populaire. Du Mali au Niger en passant par la Guinée et le Burkina Faso, tous ces peuples découvrant le dangereux recul de la lutte contre le djihadisme avec le soutien des occidentaux dont la France en tant que commandant en chef, et l'inaction ostentatoire de la CEDEAO, donnent un blanc-seing à leurs nouveaux dirigeants dans l'espoir qu'ils nouent d'autres relations de partenariat avec n'importe quelle puissance extérieure pouvant les aider à gagner cette guerre contre leurs ennemis qui agissent pour la partition de leurs territoires.

Cet état de chose, allant contre les principes démocratiques dictés par les occidentaux, détermine la CEDEAO à outrepasser son objectif principal et à déclarer la guerre à travers des sanctions contre les

peuples afin de les soulever contre les militaires devenus des sauveurs.

La Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest venait alors de commettre l'irréparable avec des mains invisibles occidentales en imposant des sanctions qui ne font qu'augmenter l'estime des populations africaines aux dirigeants militaires qui promettent une libération totale de leurs territoires des mains occultes.

Or, la bande du SAHEL est très prisée par les mêmes occidentaux par sa position géostratégique majeure.

Le dimanche 28 janvier 2024, les pays du SAHEL, tels que le Burkina Faso, le Mali et le Niger ne pouvant marchander leur liberté et celle de leur peuple ont décidé conjointement de quitter la CEDEAO pour la création de l'Alliance des États du Sahel (AES).

III- IMPORTANCE GÉO STRATÉGIQUE DE LA BANDE DU SAHEL

La bande du Sahel quitte la Mauritanie pour l'Érythrée avec 06 pays contigus à savoir : la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Tchad, le Soudan et l'Érythrée. Or, le cœur du Sahel est formé par le Niger, le Mali, le Tchad et le Soudan. Seul le Tchad fait partie du giron occidental. Malheureusement, le Président Tchadien Mahamat DEBY ITNO mène depuis quelques mois des démarches vers la Russie un autre partenaire stratégique toujours dans le but de lutter efficacement contre les rebelles malgré la présence française et l'inefficacité de leurs appuis.

En Afrique de l'Ouest à travers l'échec des politiques de sécurité françaises et surtout la domination monétaire par le Franc des Colonies Françaises d'Afrique (FCFA) camouflé sous l'appellation Franc de la Communauté Financière d'Afrique (FCFA), les peuples aspirent à une liberté vitale et virale. Les dirigeants sénégalais et ivoiriens résistent à la pression populaire de libération monétaire.

Par ailleurs, le 04 février 2024, Le président Macky SALL a abrogé le décret portant convocation du corps électoral devant aboutir à l'élection de son successeur à la tête des populations en pleine lutte contre les manœuvres dilatoires pour asseoir un troisième mandat. Dans la foulée, sa majorité à l'Assemblée nationale a fait voter une loi prolongeant son mandat jusqu'en décembre 2024, démontrant ainsi que sa volonté de rester est très poussée. Heureusement, le conseil constitutionnel le 15 février 2024 a déclaré contraire à la constitution toutes velléités de reporter l'élection présidentielle.

Macky SALL désormais souhaite s'en remettre au dialogue afin de dégager le consensus pour une élection inclusive. Là encore, les populations découvrent la supercherie orchestrée avec la complicité de la France surtout avec sa volonté de ramener Karim WADE recalé par le conseil constitutionnel dans la course après avoir compris que son dauphin ne fait même pas l'unanimité au sein de leur parti.

En faisant tout pour imposer une candidature au peuple, il a encore de fortes chances que ses plans échouent une fois de plus.

Pour rappel, le Bénin, en 2016 était le premier pays de la CEDEAO à rejeter le candidat dit de la France qui était Lionel ZINSOU. Très tôt, les populations ont compris à travers les rumeurs, la stratégie de l'ancien Président français François HOLLANDE en toute connaissance de cause à maintenir le Bénin sous la coupole française avec l'élection comme président d'un des veinards de la France Afrique qui suivra et défendra les intérêts Français dans la région. La réponse populaire était sans appel.

Le Sénégal, à travers les luttes pour une élection à bonne date et contre un troisième mandat du président Macky SALL démontre aussi qu'il n'est plus prêt à subir les affres du néocolonialisme malsain.

Ce bastion important de la France-Afrique échappera à coup sûr à la France dans les mois à venir à cause de sa politique géostratégique contre-productive et suicidaire des peuples. Depuis l'avènement des

réseaux sociaux et la libre circulation des informations, qui ne valorisent pas les Africains mais les laissent toujours sous domination à travers une monnaie qu'ils ne contrôlent pas, la présence française en Afrique francophone déplaît à raison à ces peuples toujours martyrisés.

Ensuite, la Côte d'Ivoire connaîtra une nouvelle élection présidentielle en 2025. Le Président Alassane OUATTARA briguera-t-il encore un quatrième mandat ? De toute évidence, la France ne dira pas non, puisqu'il s'agit d'un des meilleurs élèves sur la côte. Il effectue un travail remarquable pour son peuple qui peut ou non lui renouveler sa confiance. Seule reste incertaine la volonté d'émancipation des Ivoiriens des mains françaises qui dominent toute la sécurité de défense et économique ivoirienne. La France devrait donc comprendre l'enjeu et accompagner les peuples africains pour une autonomie monétaire qui profitera à tous. (Nous y reviendrons).

Il n'est pas superflu de rappeler que la Côte d'Ivoire et le Sénégal ont toujours servi la France dans la loyauté et le dévouement pour leurs intérêts et contre le reste de l'Afrique francophone. Le Congrès de Bamako du 19 au 21 octobre 1946 qui créa le Rassemblement Démocratique Africain (RDA) devant aboutir à la création de la Confédération Africaine qui mettra toutes les forces africaines ensemble a essuyé l'indifférence de la Côte-d'Ivoire de Félix HOUPHOUËT-BOIGNY, du Sénégal de Léopold Sédar SENGHOR et du Bénin de Sourou MIGAN-APITHY. Ainsi, au congrès de Bobo Dioulasso les 12, 13 et 14 février 1953 organisé par les indépendantistes d'outre-mer, il ne restera plus rien de l'idée d'une confédération ou d'une fédération des Afriques francophones formant une même Nation, soit libre ou sous tutelle Française. L'histoire semble se répétée. Mais pour combien de temps avec la jeunesse montante ? La France doit changer de politique de coopération. Elle doit à cet effet, l'adapter en fonction des exigences du moment, surtout avec l'insistance de cette jeunesse

à vouloir se libérer des contraintes coloniales ou impérialistes qui de surcroît ont méprisé et brisé des générations.

Avec l'éveil des Peuples, il serait désormais impossible aux dirigeants actuels des pays de la CEDEAO de tripatouiller leur constitution, soit pour se maintenir au pouvoir, soit pour imposer leurs volontés (dauphin)de manière à garder le pouvoir après leur départ. Finis les coups d'état institutionnel avec son corollaire de manipulation des partisans. Les cours constitutionnelles sont déjà averties avec l'essentiel du message qu'a livré celle du Sénégal le 15 février 2024 contre toute attente en rappelant ce que de droit. Les Présidents manipulateurs des peuples sont désormais dans un inconfort, surtout s'ils sont mus par une volonté d'assouvir leur soif. Les peuples sont debout désormais.

En somme, si les derniers bastions de la France-Afrique vacillent et s'écroulent du fait de la politique extérieure rejetée par les peuples africains, alors la Russie, la Chine et la Turquie contrôleront tout le Sahel et le Sahara... Ainsi couleront les économies des pays de la CEDEAO et de la CEMAC puisque 50 à 75% des services et des trafics maritimes de ces pays du SAHEL passent par les ports des différents pays côtiers.

Les sanctions contre le Niger, le Burkina et le Mali ont donc des conséquences socio-économiques et financières majeures aussi bien sur ceux-ci que sur l'ensemble de la CEDEAO.

En effet, les pays côtiers perdent en performances économiques, maritimes et sociales. Tous les indicateurs sociaux économiques sont en chute vertigineuse :

- Leurs trafics portuaires sont fortement en baisse ;
- Le secteur d'emploi en baisse
- Les activités connexes quasi inexistantes.

Conséquences sur les États du Sahel.

Les conséquences sont dévastatrices du point de vue social aussi bien dans les pays côtiers que dans l'AES :

- Elles sont donc sanitaires : indisponibilité des médicaments : bloqués sur les ports des pays côtiers de la CEDEAO, les cargaisons des produits pharmaceutiques ne verront jamais leurs destinations avec le blocus lié aux sanctions ;
- Elles sont sociales : les hôpitaux, les écoles sont ébranlées par le manque de solutions sanitaires et éducatives. Le lendemain incertain pour les apprenants, les parents et autres agonisants.
- Elles sont économiques et financières : le tissu économique prend un sévère coup. La baisse du trafic portuaire vers ces pays perturbe l'activité économique.
- Elles sont enfin militaires : l'approvisionnement et la logistique sécuritaire de défense de ces pays sans soutien militaire extérieur à la CEDEAO et à leur donneur d'ordre restent irréalisables.

Heureusement que le Togo conforme aux idéaux communautaires d'un des pères fondateurs de la CEDEAO feu Éyadéma GNASSINGBE, son fils Faure GNASSINGBE, son successeur, participant à toutes les réunions de la Conférence des Chefs d'Etats de la CEDEAO s'est désolidarisé des différentes sanctions en octroyant un couloir humanitaire au peuple Nigérien.

Or, l'un des principes de ces réunions est que l'unanimité des voix est requise pour n'importe quelle décision selon un ancien ministre des Affaires étrangères. Si logiquement le Togo s'est opposé à ces sanctions, la Conférence des Chefs d'États devrait ajourner la décision des sanctions jusqu'à ce que l'unanimité soit faite. En revanche, si les Chefs d'États présents ont pour les intérêts de l'heure bafoué ce principe, alors le Togo a plein droit d'agir en marge de leurs décisions sans aucun risque d'essuyer des revers de trahison.

Toutefois, si le Togo a participé à cette délibération et au mépris des décisions unanimes expose ses paires en s'attirant la sympathie et l'attention populaire, il aurait agi contre les principes de la CEDEAO.

Aujourd'hui dans tous les cas de figure, avec cette main tendue, il devient l'un des pions importants de l'Alliance des États du Sahel. Mais des voix s'élèvent déjà pour mettre en garde l'AES contre toute confiance aveugle craignant qu'elle ne subisse la même stratégie d'insubordination du Togo dans leurs différentes prises de décisions. Si le Togo ne renonce pas officiellement à la CEDEAO et n'annonce pas son adhésion à l'Alliance, rassurant alors l'AES, des fuites d'informations stratégiques vers la CEDEAO dont il est toujours membre influant, sont à craindre.

La CEDEAO, à travers donc des sanctions injustes et illégales, a précipité sa désintégration. En optant pour des sanctions sévères contre les pays et les peuples, elle a précipité au sein des populations sanctionnées une maturité d'analyse extraordinaire. Elles seront désormais attentives à toutes les élections dans l'organisation afin de reconnaître la légitimité aux Présidents « bien » élus et l'illégitimité aux Présidents « mal » élus donneurs de leçon. Le cas de Macky SALL au Sénégal fera école. Lui qui lorgnait sérieusement un troisième mandat contre la volonté du peuple, alors qu'il presse les dirigeants des pays de l'AES à très vite organiser des élections démocratiques et transparentes afin de transmettre le pouvoir aux civils. Il a aussi démontré que tous les Présidents ont tous tendance à s'éterniser au pouvoir en faisant des coups d'état constitutionnel, en manipulant les élus à des fins égoïstes et irréalisables. Alors que, quand ils sont dans l'opposition, ils sont les premiers à critiquer la gouvernance de leurs prédécesseurs, à pourfendre leurs gestions et remettre à zéro tous leurs efforts de développement et de gouvernance une fois au pouvoir. Fort heureusement, les peuples sont désormais vigilants et ont leur chrono en main. Le fléau du troisième mandat, n'épargne aucune des Nations de la CEDEAO sauf le Nigéria pour l'heure.

Cette volonté affichée ou non des Chefs d'Etats de la CEDEAO, donnera à coup sûr des pays candidats à l'adhésion à l'AES puisque l'instabilité institutionnelle, l'insécurité galopante et surtout l'inefficacité des stratégies de lutte contre la présence djihadiste créent des frustrations au sein des forces de sécurité et de défense des pays victimes.

Aussi, l'injustice sociale, la baisse du pouvoir d'achat des populations, la corruption au sommet des États comme mode de gouvernance, l'enrichissement d'une poignée de personnes contre la majorité active, l'oppression des peuples sous toutes leurs formes et l'arrogance conférée par l'élection dite démocratique, engendrent-ils inéluctablement la révolte des peuples. La révolution !

La CEDEAO avec ses partenaires extérieurs tels que la France et l'Union européenne, doivent afficher une certaine présence dans la bonne gouvernance des peuples et contraindre les dirigeants à plus de transparence, d'équité et de justice sociale dans leur gestion afin de redorer leur image au sein des peuples afin de sauvegarder les douze États qui resteront après le départ consommé du Burkina, du Mali et du Niger.

IV - LA LEVÉE DES SANCTIONS CONTRE LE NIGER ET APPEL À LA RAISON DE LA CEDEAO AUX PAYS DE L'AES

Dans la journée du samedi 24 février 2024, les Chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest se sont réunis à Abuja en session extraordinaire. Le seul objectif de cette session est la levée avec effet immédiat des sanctions contre le Niger désormais démissionnaire. Le motif officiel était donc humanitaire et religieux vu l'approche du Ramandan.

La question à élucider est de savoir pourquoi attendre le retrait du « BurMaNi » avant de savoir qu'il y a des urgences humanitaires à pourvoir pour ces pays frères ?

Le terrorisme transfrontalier qui sévit depuis une quinzaine d'années dans les pays du SAHEL, surtout après la chute par la France et l'Otan du régime de Mouammar KHADAFI n'a eu aucun écho favorable de la part des Chefs d'États et des gouvernements des pays non affectés. La Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Ghana pour ne citer que ces pays, vu leur étroite collaboration avec les partenaires techniques de leurs différents pays, n'ont rien pu faire pour alléger la souffrance des populations victimes des atrocités subies au quotidien.

Que dire des injustices essuyées par les forces de défense et de sécurité des pays ébranlés qui doivent suivre les injonctions mal inspirées ou orientées à dessein dans l'optique d'une contre performance qui ont donc pour conséquence immédiate l'avancée rapide des terroristes sur les territoires défendus ?

Muselés, tous les chefs d'États de la CEDEAO l'étaient à une exception près. Le recours du pouvoir malien et de son armée au groupe Wagner a suscité beaucoup d'inquiétudes dans le rang des donneurs d'ordres et leurs valets africains et beaucoup d'espoir au sein de la population au niveau de Kidal, ville sous emprise djihadiste. La détermination et la foi ont fini par payer. La ville de Kidal a été finalement libérée dans le dernier trimestre de 2023 sans qu'il n'y ait un sommet extraordinaire de la CEDEAO qui félicite les dirigeants militaires du Mali. Le moment était à la condamnation du coup d'État au Niger ayant renversé le président démocratiquement élu, mais inefficace pour sauver son peuple des jougs extérieurs.

La CEDEAO se retrouve avec le Niger dans le même exercice. Malheureusement, éveillés les peuples se tiennent désormais prêts et passionnés à sauver et sécuriser leurs terres.

Ainsi, les menaces d'intervention militaire ont poussé les pays victimes expiatoires à conjuguer leurs efforts malgré le soutien logistique que la France et l'Europe étaient dévoués à fournir à l'organisation sous régionale pour aller en guerre contre un pays Frère. Démarches contraires aux idéaux de la CEDEAO. La mutualisation et l'émoi populaire des peuples africains ont tôt fait de les dissuader et de préconiser un règlement pacifique de la situation de crise de confiance entre le président déchu BAZOUM et les militants, le soupçonnant de connivence avec des Puissances extérieures soutenant fortement les initiatives djihadistes.

Dans cette volonté de survie collective, l'Alliance des États du Sahel (AES) a vu le jour avec le soutien logistique de la Russie.

Ainsi, les armées malienne et nigérienne fortes chacune de soixante-dix mille (70.000) hommes et l'armée burkinabè de cinquante mille (50.000) hommes tactiquement au point, logistiquement dans l'ère du temps grâce à leur coopération avec la Russie, peuvent se permettre d'aller en appui à tout pays membre de l'Alliance ou non en difficulté....

Le Burkina Faso, aujourd'hui plus que jamais est aguerri aux combats les plus épiques grâce à cette Russie pourvoyeuse d'assurances techniques, logistiques et tactiques....

La mutualisation de leurs efforts économiques soutenue par des peuples braves et debout, ont fait de ces pays, des résilients face à leurs destins communs. Les sanctions imposées n'ont pas aussi épargné les pays donneurs de leçons. L'espace aérien étant une arme vitale pour tous ces pays, s'est vu subitement fermé. D'où le calvaire des compagnies aériennes extérieures à l'AES.

Il n'y a donc autre solution que la levée rapide des sanctions contre le Niger et le Mali afin de rendre opérationnel le ciel pour le bien de toute la communauté. La conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO en appelant à la raison les pays de l'AES,

pense-t-elle réellement les ramener à la table de négociation qu'elle avait rejetée ?

Les pays de l'AES iront-ils vers une négociation avec la CEDEAO au vu de l'assurance militaire, logistique et financière qu'ils représentent aujourd'hui dans la région ?

V - LES LIMITES ET LES OPPORTUNITÉS DE L'AES FACE À LA COMMUNAUTÉ DES ÉTATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Face à la CEDEAO, l'AES ayant pour pays limitrophes : Le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Ghana, le Nigéria, la Guinée et le Sénégal, il leur serait extrêmement difficile voir pénible de vivre aux côtés de ces pays. Or, les peuples étant les mêmes, le commerce transfrontalier sera rudement éprouvé en entraînant des situations dramatiques de part et d'autre des frontières. La porosité de celles-ci mettra en grande insécurité les États membres à travers la présence de leurs différents opposants sur le sol des pays voisins.

Au nombre des limites évaluées sur les pays de l'AES, nous pouvons signaler le manque de réflexions stratégiques poussées dans presque tous les domaines. Ils n'ont pas une machine à fournir des solutions adaptées à certaines situations stratégiques de développement et de prévention des conflits.

De même, ils sont très en retard dans la politique financière visant à lever des fonds pour doper leur économie afin de booster leur développement pour le bien être de leurs populations.

Les expériences liées à la fermeture des frontières, au gel des avoirs des pays de l'AES devraient fortifier leur résilience et leur serait d'une grande opportunité dans la quête d'un vivre ensemble. En effet, les différentes parades économiques et structurelles trouvées afin de pallier les risques économiques et sociaux auxquels sont exposés

leurs populations, feront d'eux des pays économiquement stables et socialement épanouis après la levée des sanctions. L'activité économique reprendra ainsi malgré les difficultés liées au transport via les ports des pays voisins qui auparavant avaient exécuté les décisions de la CEDEAO.

La main tendue de la CEDEAO serait donc une opportunité par l'AES, dans le but de consolider leurs liens avec les autres peuples de la communauté afin de garantir la libre circulation des biens et des personnes au sein de l'espace et pour renforcer les liens sociaux et anthropologiques des peuples eu égard à leur commun destin depuis la nuit des Temps.

Ainsi, le retrait du Niger, du Burkina Faso et du Mali de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), aura des répercussions négatives aussi bien sur l'institution sous-régionale que sur les pays de l'AES.

À l'issue de la session extraordinaire de la CEDEAO le samedi 24 février 2024 à Abuja, « la Conférence note que ce retrait aura des implications sur les plans politique, socioéconomique, financier et institutionnel pour les trois pays concernés et pour la CEDEAO en tant que groupe ». Selon le communiqué final, les Chefs d'États et de gouvernements ont exprimé clairement que :

« le retrait aura des incidences sur la coopération en matière de sécurité, d'échange de renseignements et de participation aux initiatives régionales de lutte contre le terrorisme, notamment l'initiative d'Accra et les activités de la Force multinationale mixte... et pourrait également conduire à un isolement diplomatique et politique sur la scène internationale, où les pays avaient obtenu un soutien pour leurs candidats et leurs candidatures durant les compétitions à des postes internationaux au sein de l'Union africaine, des Nations Unies et d'autres organismes similaires »,

Au plan économique, le retrait des trois Etats membres entrainera et impactera d'office le statut de leurs citoyens en matière d'immigration dans la région, puisqu'ils devront obtenir désormais un visa pour voyager au sein de l'Union. Aussi, les peuples des pays démissionnaires pourraient ne plus bénéficier des droits de résidence ou de création d'entreprises prévus selon les accords communautaires, et seront soumis à la législation de chaque pays membre. Les citoyens des trois pays cesseront d'utiliser le passeport, la carte d'identité nationale biométrique de la CEDEAO, et l'assurance automobile "Carte brune de la CEDEAO"...

Toujours au plan économique, il est nécessaire de reconnaître que ces trois pays représentent 17,4 % des 425 millions d'habitants de la région. Leur départ conduira à une réduction du marché de l'espace communautaire. Il perturbera le commerce intracommunautaire et transfrontalier, en particulier le commerce de produits non transformés tels que le bétail, les produits agricoles, les produits minéraux et les produits artisanaux traditionnels. Au demeurant, Il faut aussi reconnaître en conséquence du retrait, que l'AES perdra lui aussi près de 82,6% du marché régional en isolement de tous.

VI – CONCLUSION

La Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest, qui se veut désormais « CEDEAO DES PEUPLES » depuis le dernier communiqué de la conférence des Chefs d'États et de gouvernements se doit de prendre en considération les cris assourdissants des peuples. Elle se doit de faire l'écho des populations auprès des Chefs d'États indexés par celles-ci. Les peuples n'aspirent qu'à un mieux-être collectif et individuel. C'est pourquoi, les différentes politiques de développement quand bien même le développement est à géométrie variable selon le pays et ou sa densité, la CEDEAO devrait motiver les pays membres à l'effet de suivre une ligne directrice pour le progrès

et le bien-être des populations. À cet effet, elle devrait prévenir les crises avant leur survenance en insistant sur la survie des peuples. Les Présidents et Chefs de gouvernement se succèdent, mais l'État demeure.

Dans cette succession, les peuples ou les successeurs devront impérativement faire éviter aux pays les chasse-aux-sorcières, les règlements de comptes inutiles, les remises en cause de certains acquis liés au bien-être et au développement. Il n'est de secret pour personne que c'est le mode de gouvernance de toute opposition une fois arrivée au sommet. Effacer son prédécesseur ! Cet effacement est bien source de plusieurs conflits, d'instabilité institutionnelle et économique. Les peuples et les politiques doivent cultiver le PARDON ET LA CRAINTE DE DIEU au profit de leur Nation. Aucun développement, aucune avancée n'est possible si l'on regarde toujours dans le rétroviseur.

Le retrait des pays de l'Alliance des États du Sahel est bien symptomatique du malaise et de l'injustice qui prédominent au sein de cette organisation où le "Syndicat des Présidents fondamentaux" dicte leurs volontés aux plus faibles. Or, l'un des principes cardinaux de la CEDEAO est le consensus au niveau de chaque préoccupation. Ce qui n'a pas été respecté depuis les dernières mises à jour des militaires au Mali, en Guinée, au Burkina et au Niger. La menace militaire était le supplice de trop en violation de tous les accords d'auto-défense qui existent entre les pays. Tout porte à croire que la communauté n'est pas totalement libre de ses décisions eu égard aux subventions qu'elle perçoit de la France, de l'Union Européenne et des États-Unis. Une réelle bataille d'indépendance financière doit s'opérer afin de permettre la manifestation du libre arbitre des dirigeants. À défaut, les Chefs d'États et de gouvernements devront être suffisamment courageux et doublés d'un leadership exceptionnel pour freiner les velléités de domination et ou d'affaiblissement de la cohésion entre les peuples par les partenaires bilatéraux ou multilatéraux.

L'Alliance des États du Sahel, doit savoir raison garder. Le meilleur est au sein de l'espace communautaire. Le Mali a toujours été le précurseur des peuples de l'Afrique de l'Ouest. Le congrès de Bamako d'octobre 1946 en dit long sur leur détermination à Fédérer les pays ouest africains. Cependant, de nos jours où les populations ont augmenté de manière significative, les modes de communication sans cesse ultra sophistiqués, l'appartenance dans des grands ensembles commerciaux, juridiques, la mobilité dynamique et surtout la culture individualiste des populations depuis le 1^{er} congrès africain de Bobo Dioulasso de février 1953 organisé par les indépendantistes, les peuples ne sont plus ancrés dans cette volonté de fédération où toutes les cartes seront rebattues, ou tout recommencera après soixante cinq années d'errance. Il serait très difficile à l'heure de l'internet, des technologies avancées, de vouloir supprimer les frontières coloniales. Elles peuvent exister sans que cela n'affecte les relations Fraternelles entre les États et les peuples. L'élan et la volonté des États de l'AES, ne doivent pas leur donner l'illusion qu'ils seront éternels au pouvoir au point de soumettre tout le peuple à leur volonté. Une fois hors du pouvoir, les peuples seront toujours debout à remettre les pendules à l'heure afin d'être dans l'ère du Temps. Une perte de temps pour les Nations à éviter absolument. Les Chefs d'États actuels du Mali, du Burkina Faso et du Niger, doivent éviter foncièrement la division des peuples. Ils ne doivent pas opter pour une partition préjudiciable à l'harmonie et la vie communautaire des peuples héritées de nos braves ancêtres de glorieux mémoires. Être étranger dans sa propre région, sera une ineptie qu'après le pouvoir, les peuples ne leur pardonneront pas. Ils ont la lourde responsabilité de rester pour changer de l'intérieur selon l'esprit des Pères fondateurs dont certains sont encore en vie.

La Révolution, elle est là ! Elle est orchestrée par les peuples qui veillent. Il leur revient de rentrer dans cette symphonie. Car, les peuples sont toujours en avance sur les dirigeants. Ils doivent le savoir.

Aucune colère, aucune volonté de liberté ne peut pousser un chef de famille à fuir sa maison. Il lui revient de s'offrir un temps de liberté sans nuire à sa famille. Autrement, il est irresponsable ! La liberté d'action qu'ils clament pour la CEDEAO passe d'abord par l'autonomie financière et sécuritaire. Ils doivent donc travailler à cela.

L'exemple de l'Union Européenne, dans leurs démarches de vouloir concurrencer ou de neutraliser les États-Unis, les pays membres auraient pu se fédérer. Mais ils ont compris que la réalisation relèverait plus de l'utopie. Le Mali, le Burkina et le Niger devraient comprendre qu'une force communautaire est toujours mieux évaluée par rapport à un État. Dans une fédération, les trois Nations se dissoudront en une seule fut-elle avec le pompeux nom de fédération.

Avant une sortie définitive, l'AES devrait démocratiquement soumettre cette volonté au référendum afin d'éviter les critiques qu'ils adressent aux Présidents fondateurs inamovibles.

Certainement, ils doivent comprendre que chaque pouvoir est une Énigme. Il peut vous projeter la Lumière ou vous précipiter dans les ténèbres. C'est un choix qu'il faut faire en toute connaissance de cause lorsqu'on l'a.

Pour une refonte totale de la CEDEAO afin de la dédier véritablement aux aspirations des peuples, le Sahel sous l'impulsion du Mali, doit pouvoir participer à cette réorganisation pour une meilleure adaptabilité de l'instance sous régionale au profit des peuples.

Les peuples aussi devraient s'inspirer des déboires issus du printemps arabe qui a été très mal géré par les révolutionnaires à leur grand désarroi. Toute révolution ou tout changement se doit d'être la continuité d'un principe inaltérable celui de la survie collective. À cet effet, toutes les forces se doivent de travailler en synergie pour la même cause. Toute exclusion, d'où qu'elle soit orientée est à proscrire d'une charte de gouvernance pour le bien de tous. Les États de la CEDEAO devront travailler également à cela !

Enfin, Jean-Marie BOCKEL le nouveau envoyé spécial de Emmanuel MACRON pour l’Afrique qui a pour mission la redéfinition de la stratégie de coopération entre la France et les pays africains, doit s'appuyer sur la volonté des peuples africains à une liberté monétaire comme tout pays indépendant. Autrement, il ne fera qu'accentuer le désamour et la distance déjà très grande entre la France et les peuples africains. Nous sommes à l’ère du numérique ou plus rien ne sera comme avant. Il aura donc la lourde responsabilité de négocier et de proposer en toute transparence de nouveaux partenariats entre les Etats Africains et l’Etat Français. Le Président MACRON a donné déjà le signal fort avec la restitution des œuvres pillées par les occupants Français lors de leurs expéditions africaines depuis la moitié du XVII^{ème}. Cet exercice devrait donc continuer cette fois-ci avec la libération totale et définitive de la monnaie CFA afin d’atténuer la douleur et les souvenirs macabres des peuples africains après tant de souffrances et d’exploitation.

Un changement radical de cap s’impose donc à la France s’elle compte avoir une place dans la nouvelle distribution de carte géostratégique économique et politique du monde fixée par les BRICS et Alliés.

Consultant – Conseil Analyste Stratégique

D’ALMEIDA Samson Koffi